



Ville de MIRANDE

## ARRÊTE D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de la Commune de MIRANDE, Gers,

**VU**, la Loi n° 82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la Loi n° 82-623 du 22 Juillet 1982,

**VU**, le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-2 et L 2512-14,

**VU**, les Articles R.411-8 et R.415-7 du Code de la Route,

**VU**, les Articles L 21 à L 27-4 du Code Pénal,

**VU**, le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU**, la demande formulée le 26 Février 2025 par Monsieur FREMONT Thomas représentant de l'entreprise CARRE VERT 32 domiciliée 19 rue Henri IV – 32000 Auch, en vue d'être autorisé à occuper le domaine public au 10 Avenue Laplagne à Mirande **pour des travaux d'égavage, le 27 Février 2025 de 08h00 à 18h00.**

### ARRÊTE

**Art. 1er** : L'entreprise CARRE VERT 32 est autorisée à occuper le domaine public au 10 Avenue Laplagne à Mirande, **pour des travaux d'égavage le 27 Février 2025 de 08h00 à 18h00.**

Toute occupation du domaine public au-delà de cette période devra faire l'objet d'une demande de renouvellement au moins 2 jours à l'avance.

**Art. 2** : L'entreprise CARRE VERT 32 est chargée de mettre en place la signalisation réglementaire en vue d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

**Art. 3** : **A cet effet, les places de stationnement sont interdites aux véhicules devant le 10 Avenue Laplagne.**

**De plus, la circulation des piétons est interdite au même endroit aux droits du chantier durant la période précitée.**

**Art.4** : A l'issue du chantier, l'entreprise CARRE VERT 32 devra s'acquitter du paiement qui lui sera réclamé, au titre de cette occupation du domaine public soit 0,50 € par jour et par mètre carré occupé.

**Art.5** : Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires, seront constatées par procès-verbal qui sera transmis aux tribunaux compétents.

**Art.6** : Monsieur le Maire de MIRANDE, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de MIRANDE, les Agents de Police Municipale et les services de voirie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MIRANDE, le 26 Février 2025.

Le Maire,

NOTIFIÉ le 27/02/25



*Michel CORTADE*  
Pour le Maire l'adjoint délégué  
Michel CORTADE

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de PAU – Villa Noulibos – Cours Lyautey – 64010 PAU CEDEX dans un délai de deux mois à compter de sa publication par, envoi sur papier au tribunal, dépôt sur place au tribunal ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) de la requête.



Réseau international des villes du Bien Vivre

